



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 43 (2025)

Faits saillants

- ❖ Singapour : Déploiement du carburant d'aviation durable (SAF) dès 2026.
- ❖ Indonésie : Plan de relance de 2 Md USD pour soutenir la consommation et l'emploi.
- ❖ Malaisie : Croissance de 5,2 % au 3^e trimestre 2025 et des prévisions 2025 revues à la hausse.

LE CHIFFRE À RETENIR

116 Md USD

Budget 2026 voté aux Philippines, en hausse de 7,4 %, dans un contexte de défiance sur la gestion des fonds publics.

Région

Renforcement du dialogue économique ASEAN-États-Unis au 47^e sommet de Kuala Lumpur

Les dirigeants de l'ASEAN se réunissent du 26 au 28 octobre 2025 à Kuala Lumpur pour le 47^e sommet de l'ASEAN et de l'Asie de l'Est, dans un contexte marqué par des tensions géopolitiques et économiques persistantes entre les États-Unis et la Chine. La présence du président américain Donald Trump, pour la première fois depuis 2017, illustre la volonté de Washington de réaffirmer sa présence dans une région où la Chine demeure le principal partenaire commercial. Le cinquième bloc économique mondial entend rappeler sa centralité et son rôle dans la stabilité régionale. Les échanges devraient porter sur le renforcement du dialogue économique avec les États-Unis, les chaînes d'approvisionnement, la transition énergétique et la résilience économique. Le sommet devrait également être marqué par l'adhésion du Timor-Leste en tant que 11^e membre de l'ASEAN et par des discussions sur la sécurité maritime en mer de Chine méridionale.

Indonésie

Bank Indonesia marque une pause après trois baisses consécutives de taux

Bank Indonesia (BI) a maintenu son taux directeur à 4,75 % lors de sa réunion d'octobre, après l'avoir abaissé de 25 points de base à chacune des trois précédentes sessions en juillet, août et septembre, tout en laissant la porte ouverte à de nouvelles réductions pour stimuler le crédit et la croissance. Malgré une baisse cumulative de 150 points de base depuis le pic du resserrement monétaire en septembre 2024, la transmission aux taux bancaires demeure limitée : le taux moyen des prêts n'a reculé que de 15 points de base depuis janvier, à 9,05 %. Cette inertie freine la croissance du crédit, limitée à 7,7 % en g.a. en septembre, et ce malgré l'injection de 12 Md USD de liquidités dans le secteur bancaire le mois dernier, consécutive au transfert par l'État de ses dépôts de la banque centrale vers les banques commerciales publiques (cf. Brèves semaine 38). Pour accélérer le mouvement, BI a lancé un mécanisme incitatif réduisant les réserves obligatoires des banques prêtant à des taux plus bas.

Le gouvernement déploie un nouveau plan de relance de 2 Md USD

Le gouvernement indonésien a annoncé un nouveau plan de relance de 30 000 Md IDR (environ 1,9 Md USD), portant à 2,9 Md USD le total des mesures de soutien pour le T4 2025. Le dispositif comprend des transferts monétaires directs destinés à 35 millions de familles, soit environ 140 millions de personnes, et un programme élargi de stages pour 80 000 jeunes diplômés. Le gouvernement indique que ce plan est financé par des réallocations budgétaires. Cette nouvelle injection de liquidités, environ un mois après l'annonce du 3^{ème} plan (cf. Brèves de la semaine 38), fait suite à un ralentissement économique et une baisse du pouvoir d'achat des ménages observée depuis le début d'année. Depuis le début de son mandat en octobre 2024, le président Prabowo a déjà lancé quatre plans de relance économique d'une valeur totale de 79,2 Md IDR (environ 5 Md USD), comprenant des subventions pour l'électricité, des allègements fiscaux, des aides financières, des aides alimentaires et des programmes temporaires de travaux publics.

Ralentissement de la croissance de la dette extérieure indonésienne en août 2025

La dette extérieure de l'Indonésie a atteint 431,9 Md USD en août 2025, progressant 2,0 % par rapport à la même période l'an dernier, après 4,2 % en juillet. Ce ralentissement s'explique principalement par une modération de la dette publique et une contraction persistante de la dette privée. La dette extérieure du gouvernement s'est établie à 213,9 Md USD, avec une progression limitée à 6,7 %, en raison d'un afflux moindre de capitaux étrangers vers les titres souverains (SBN), dans un contexte d'incertitude financière mondiale. Les fonds publics restent orientés vers des secteurs

prioritaires tels que la santé (23,4 %), l'éducation (17,2 %) et les infrastructures (12,3 %). Du côté privé, la dette extérieure a reculé de 1,1 %, sous l'effet du repli des emprunts des entreprises non financières, tandis que la croissance de la dette des sociétés financières a légèrement ralenti (+ 0,8 %).

Malaisie

Perspective de croissance soutenue de 5,2% au 3^e trimestre, les prévisions 2025 revues à la hausse

Selon les estimations avancées du département des statistiques malaisien (DOSM), la croissance du PIB s'établirait à 5,2 % en g.a. au 3^e trimestre 2025 (après +4,4 % au 2^e trimestre), au-delà des attentes des prévisionnistes (consensus Bloomberg à 4,2 %, prévisions FMI à 4,5%). Cette accélération a été portée par le secteur des services (59,1 % du PIB ; +5,1 %), soutenu par le commerce de gros et de détail, et le transport. Le secteur manufacturier (22,9 % ; +4,0 %) a également contribué à cette dynamique, porté par l'électronique, l'agroalimentaire et les produits métalliques. La construction (4,4 % du PIB) a poursuivi sa progression (+11,2 %) grâce aux projets d'infrastructures, tandis que le secteur minier et extractif (5,6 % du PIB) a rebondi de 10,9 %, soutenu par les hydrocarbures. Suite à cette annonce, plusieurs instituts de recherche ont revu à la hausse leurs prévisions de croissance pour 2025 : RHB à 4,7 % (contre 3,4 %), OCBC et UOB à 4,6 % (contre 3,9 % et 4,0 %), ANZ et Kenanga à 4,5 % (contre 4,3 %). La plupart anticipent un maintien par la Banque centrale malaisienne de son taux directeur à 2,75 % jusqu'à la fin d'année, avec un possible ajustement à la baisse au premier semestre 2026, en cas de ralentissement de la demande externe.

Reprise marquée du commerce extérieur en septembre 2025

Les échanges commerciaux ont rebondi en septembre (+9,8 % en g.a.) pour atteindre 56,3 Md USD. Les exportations ont progressé de 12,2 % (à 30,3 Md USD), portées par le secteur électrique et électronique (+19,5 %, 47,0 % du total), ainsi que par la hausse des ventes de produits à base d'huile de palme (+14,0 %) et des produits pétroliers (+7,6 %). En revanche, les exportations de gaz naturel liquéfié (-13,2 %), de pétrole brut (-17,3 %) et de produits du bois (-5,5 %) ont reculé. Les importations atteignent pour leur part 26 Md USD (+6,9 % en g.a.), soutenues par la progression des produits manufacturés (+6,1 %, 84,4 % du total). Les importations de produits miniers ont également augmenté (+23,8 %), portées par le pétrole brut (+37,0 %) et les minerais métalliques (+52,3 %), tandis que les produits agricoles ont crû de 4,6 %, principalement grâce aux produits à base d'huile de palme (+253,5 %, en réponse à une demande intérieure croissante). L'excédent commercial s'est ainsi renforcé de 54,7 %, atteignant 4,3 Md USD, grâce au dynamisme des exportations vers Singapour (+28,0 %), les États-Unis (+24,4 %) et la Chine (+8,2 %). Sur les neuf premiers mois de 2025, les

exportations malaisiennes ont augmenté de 4,8 % en g.a, tandis que les importations ont progressé de 4,0 %.

Légère accélération de l'inflation en septembre

Après plusieurs mois de progression contenue, l'inflation malaisienne a légèrement augmenté en septembre pour atteindre 1,5 % en g.a., contre 1,3 % en août. Cette hausse reflète principalement la progression des prix des soins personnels et services divers (+4,8 %), de l'alimentation et des boissons (+2,1 %), du logement, de l'eau, de l'électricité et du gaz (+1,5 %). Les prix de la santé (+1,3 %) et des transports (+0,7 %) ont également contribué à la hausse. En revanche, les prix de l'habillement (-0,2 %) et de l'information et communication (-4,5 %) sont restés orientés à la baisse. L'inflation sous-jacente s'est établie à 2,1 %, contre 2,0 % le mois précédent.

Singapour

Lawrence Wong plaide pour un renforcement du libre-échange face à la recomposition mondiale

Dans un entretien au Financial Times publié le 23 octobre 2025, le Premier ministre Lawrence Wong a souligné la nécessité de préserver la dynamique du libre-échange et de renforcer les partenariats entre économies ouvertes dans un contexte de recomposition des équilibres mondiaux. Estimant que les États-Unis se retirent progressivement de leur rôle de puissance stabilisatrice sans qu'aucun acteur ne soit en mesure de combler ce vide, il a évoqué une transition mondiale « post-américaine » incertaine et prolongée. M. Wong a cité la Future of Investment and Trade Partnership (Singapour, Émirats arabes unis, Nouvelle-Zélande) comme exemple de coopération pour maintenir des flux commerciaux ouverts, et exprimé son intérêt pour un renforcement du dialogue économique entre l'UE et l'ASEAN, y compris sous la forme d'un éventuel accord de libre-échange bloc à bloc. Il a par ailleurs décrit Singapour comme un baromètre avancé des tensions économiques mondiales (« *canary in the coal mine* »), observant un ralentissement de l'investissement et de l'emploi lié à l'impact des nouveaux tarifs américains.

Singapour introduira un carburant d'aviation durable à partir de 2026

Singapour a adopté un dispositif visant à introduire progressivement le carburant d'aviation durable (SAF, *Sustainable Aviation Fuel*) dans le transport aérien afin de réduire les émissions de CO₂ tout en préservant la compétitivité de son hub de Changi. Ce mécanisme reposera sur une redevance appliquée aux vols au départ de Singapour, alimentant un fonds public dédié chargé de financer l'achat de SAF et de ses attributs environnementaux. Une première obligation d'incorporation de 1 % entrera en vigueur en 2026, avec une cible indicative comprise entre 3 et 5 % d'ici 2030, selon la disponibilité mondiale du carburant durable. Le gouvernement a précisé que l'impact tarifaire pour les passagers resterait limité :

environ 3 USD pour un vol court-courrier, 6 USD pour un moyen-courrier et 16 USD pour un long-courrier en classe économique. La redevance sera calculée selon un mécanisme à coût fixe, garantissant une prévisibilité pour les compagnies aériennes et les passagers. Ce modèle progressif fait de Singapour un acteur pionnier de l'aviation durable en Asie, conciliant transition écologique et compétitivité du secteur aérien.

Rebond des exportations non-pétrolières

Les exportations domestiques hors pétrole (NODX) ont progressé de +6,9 % en glissement annuel en septembre, après une baisse de 11,5 % en août, selon *Enterprise Singapore*. Les analystes anticipaient un recul d'environ 2 %. Cette hausse a été principalement portée par les exportations électroniques, notamment les circuits intégrés, ordinateurs personnels et supports de stockage, à destination de Hong Kong, Taïwan et la Chine. Les expéditions vers les États-Unis (-9,9 %) et l'Union européenne ont en revanche poursuivi leur repli. Malgré ce rebond, *Enterprise Singapore* anticipe une croissance modérée des exportations sur l'ensemble de 2025, comprise entre +1 % et +3 %.

Vietnam

Le Vietnam dépasse ses prévisions annuelles pour 2025

Selon le Trésor public du Vietnam, au 16 octobre 2025, les recettes budgétaires de l'État ont atteint plus de 76 Md USD, soit 102,35 % de l'estimation pour l'année 2025. Cette performance est portée principalement par les recettes fiscales intérieures (hors pétrole brut), qui représentent environ 64 Md USD (85% du total), dépassant de 3,31 % les objectifs fixés. Elle s'explique par une meilleure collecte de l'impôt et des taxes par le Trésor public grâce à une coopération accrue avec les vingt plus grandes banques commerciales (BIDV, Vietcombank, Techcombank, etc.) qui a permis l'ouverture de nombreux comptes bancaires et la diminution de l'utilisation des espèces. Les recettes provenant des droits de douane ont également progressé, atteignant environ 9,5 Md USD, soit 106,05 % des prévisions, grâce principalement à la hausse des importations (+18,8% en g.a. sur les 9 premiers mois de 2025). En revanche, les revenus issus du pétrole brut s'élèvent à 1,5 Md USD, soit seulement 73,38 % de l'objectif fixé. Concernant les dépenses, à la mi-octobre, les dépenses courantes se chiffrent à 45,5 Md USD, représentant 77,8 % du montant prévu pour l'année. Les investissements publics, quant à eux, ont atteint 15,9 Md USD, équivalant à 49,3 % du plan approuvé par le Premier ministre.

Près de 8 Md USD de transferts vers Ho Chi Minh-Ville en neuf mois

Entre janvier et septembre 2025, Hô Chi Minh-Ville a reçu 7,97 Md USD de transferts de fonds depuis l'étranger, soit une hausse de 6,25 % par rapport à la même période de 2024, selon la Banque d'État du Vietnam. Ces fonds sont envoyés par des particuliers depuis d'autres pays d'Asie (50,4 % des transferts), des Amériques (30,2 %), de l'Europe (9 %) et d'Océanie (8 %). L'Afrique est la région d'où les transferts de fonds ont connu la plus forte progression de 150 % sur neuf mois. Ces remises de fonds transitent par des institutions bancaires et financières et proviennent essentiellement des communautés vietnamiennes implantées dans le monde. Les autorités anticipent une nouvelle hausse au quatrième trimestre, période traditionnellement marquée par un afflux de remises à l'approche du Nouvel An lunaire. Pour rappel, en 2024, Ho Chi Minh-Ville a reçu environ 9,6 Md USD, représentant plus de la moitié des près de 16 Md USD de transferts de fonds envoyés au Vietnam.

L'Assemblée Nationale dresse un bilan de la performance socio-économique du pays en 2025 et fixe les orientations pour 2026.

Lors de sa 10^e session débutée le 21 octobre 2025, l'AN a évalué les résultats socio-économiques de l'année 2025. Malgré un contexte international incertain, le Vietnam a atteint et dépassé les objectifs fixés pour 22 des 26 indicateurs socio-économiques clés, avec une croissance du PIB supérieure à 8 %, et une progression moyenne du PIB de 6,3 % sur la période 2021-2025. À noter toutefois que les institutions financières internationales (FMI, Banque Mondiale, Banque asiatique de développement) évaluent la croissance du PIB de 2025 entre 6,5 % et 7,5 %. Pour 2026, le gouvernement a fixé 15 objectifs économiques majeurs, dont une croissance du PIB d'au moins 10 %, un PIB par habitant entre 5 400 et 5 500 USD (contre 4 717 USD actuellement), une inflation maîtrisée à 4,5 %, et une baisse du taux de pauvreté multidimensionnelle entre 1 et 1,5 %. Les efforts se concentreront sur la stabilité macroéconomique, le contrôle de l'inflation et de la dette publique, ainsi que l'accélération de l'industrialisation et la modernisation économique. La restructuration économique, l'amélioration du cadre institutionnel, le développement des infrastructures stratégiques et la promotion du bien-être social restent également des priorités. Ces objectifs ambitieux laissent présager de nombreuses réformes en 2026, dans la continuité de celles de 2025.

Thaïlande

Les revenus des banques commerciales cotées en hausse au T3 2025, malgré la baisse des taux et la contraction du crédit

Selon la bourse de valeurs de Thaïlande (SET), le revenu net combiné des 11 banques thaïlandaises cotées s'est établi à 2,2 Md USD (73,3 Md THB) au T3 2024, soit une hausse de +11,6 % en g.a. Les revenus nets d'intérêts sont en baisse, dans un contexte (i) d'assouplissement monétaire, qui pèse sur les marges nettes d'intérêts, et (ii) de contraction du crédit, qui a aussi permis un allègement des provisions pour pertes sur prêts. Néanmoins, cette baisse a été compensée par une hausse des revenus non liés aux intérêts, et notamment des commissions sur services de gestion et investissements de portefeuille. Parmi les 6 établissements d'importance systémique thaïlandais, Krungthai Bank (KTB) affiche le revenu net le plus élevé, à 445 M USD (14,6 Md THB), soit une hausse de +25,0 %, bénéficiant notamment de sa participation dans Thai Airways qui a repris la négociation de ses actions en bourse en août 2025.

Le français ETIX livre la première installation commerciale de GPU de nouvelle génération en Thaïlande

Le développeur de centres de données français ETIX a installé en Thaïlande, sur son campus de centres de données de la région de Bangkok (BKK#1), une infrastructure de processeurs graphiques (GPU) de nouvelle génération capable d'atteindre 132 kW par rack, soit trente fois la densité d'un rack classique. Conçue pour répondre aux besoins intensifs liés au déploiement commercial de l'intelligence artificielle, cette installation est soutenue par des systèmes de refroidissement liquide, par air ou par immersion. ETIX estime que la Thaïlande, et en particulier *l'Eastern Economic Corridor*, est en train de devenir un pôle stratégique de l'IA pour l'entraînement des modèles, la mise en cache (enregistrer et réutiliser des données pour rendre l'inférence plus efficace) et les centres *hyperscalers*. Au total, le campus d'ETIX à Bangkok dispose d'une capacité de 28 MW sur deux sites.

Panorama 2024 de la pauvreté en Thaïlande, un million de personnes supplémentaires sous le seuil de pauvreté

Le 18 octobre 2025, le Conseil national pour le développement économique et social (NESDC) a publié son rapport 2024 sur la pauvreté et les inégalités. Concernant la pauvreté, 3,4 M de Thaïlandais (4,9 % de la population, contre 3,4 % en 2023) vivent désormais sous le seuil de pauvreté, fixé à 3 078 THB (93,9 USD) par personne et par mois en 2024. De plus, 4,3 M thaïlandais (6,1 % de la population) vivent dans le « halo de pauvreté », juste au-dessus de ce

seuil, tandis que 0,9 M thaïlandais (1,25 % de la population) vivent en situation d'extrême pauvreté. Les Thaïlandais en situation de pauvreté sont sur-représentés dans le secteur agricole (45,5 %), et dans les régions Sud (taux de pauvreté de 9,4 %), Nord-Est (6,6 %) et Nord (5,7%) du pays. Ils sont particulièrement exposés au vieillissement de la population, avec un taux de dépendance de 103,69 % (soit une personne à charge en moyenne) ainsi qu'à l'endettement, (39,1 % des ménages pauvres sont endettés). Concernant les inégalités, le coefficient de Gini, qui mesure le degré d'inégalité des revenus, est stable, à 0,333 en 2024 après 0,335 en 2023. En matière d'éducation, les enfants pauvres ont un taux de scolarisation de 88,7 % à l'école primaire, de 45,0 % au lycée et seulement de 8,1 % dans l'enseignement supérieur. Les coûts de transport représentent 41,0 % des dépenses éducatives des ménages pauvres. En matière de santé, bien que 99,7 % de la population ait accès à une couverture santé de base, les inégalités régionales d'offre de soin persistent : Bangkok compte 1 médecin pour 428 habitants, contre 1 pour 2 497 dans le Nord-Est. 18,9 % des ménages pauvres n'ont pas d'eau courante à domicile.

Philippines

Le ministère de l'Énergie élargit les exemptions de son moratoire sur les centrales à charbon

La ministre de l'Énergie, Sharon Garin, a signé le 14 octobre une directive qui précise et élargit les exemptions au moratoire sur la construction de centrales à charbon instauré en 2020. Ce texte réaffirme que ces dérogations s'appliquent aux zones non connectées au réseau électrique national ainsi qu'aux centrales destinées à alimenter l'extraction minière ou les parcs industriels. Il introduit également la possibilité d'autoriser une augmentation temporaire des capacités de production en cas de crise énergétique ou de pénurie d'électricité. La ministre justifie ces ajustements par la nécessité de garantir la sécurité d'approvisionnement dans un contexte de forte croissance de la demande en électricité (+7 % par an et par habitant en moyenne entre 2020 et 2040) et d'un réseau encore fragile, fréquemment exposé aux coupures. Pour rappel, le charbon représente 62,5 % du mix électrique du pays en 2024 avec un prix de l'électricité parmi les plus élevés de l'ASEAN.

Le projet de budget national pour 2026 a été adopté par la Chambre des représentants pour un total de 116 Md USD

Le 14 octobre, après 62 jours de délibérations, la Chambre des représentants a adopté le projet de loi de finances pour 2026, d'un montant de 6,8 Bn PHP (116 Md USD), en hausse de 7,4 % sur un an. L'examen budgétaire a été marqué par les révélations du scandale de corruption lié aux projets de contrôle des inondations, concernant près de 70 % des fonds alloués. Sur les 3,4 Md USD initialement destinés aux Infrastructures de contrôle des

inondations, 79 % ont été réaffectés à d'autres ministères jugés prioritaires. L'Éducation a ainsi bénéficié d'un transfert de 964,3 M USD, portant son budget à un niveau record de 21,8 Md USD, destiné pour 62 % à la construction ou à la réhabilitation de 25 000 salles de classe. Les budgets de la Santé et de l'Agriculture ont également progressé respectivement de 28 % (à 7,0 Md USD) et de 22 % (à 5,0 Md USD). Présentée comme une réorientation en faveur du développement du capital humain, cette révision budgétaire intervient toutefois dans un climat de forte défiance envers la gestion des fonds publics. Le texte doit encore être examiné par le Sénat avant promulgation par le président Marcos.

Le ministère de l'Agriculture suspend les importations de sucre jusqu'en mai 2026

Le ministère de l'Agriculture a annoncé la suspension des importations de sucre brut sur le sol philippin jusqu'en mai 2026 afin de répondre aux inquiétudes des producteurs de sucre face à la baisse des prix depuis le début du mois d'octobre. Cette décision vise à stabiliser le marché en plein essor avec une production de sucre qui s'est étendue de 30 000 hectares supplémentaires depuis 2022 et une production en juin 2025 (2 Mt) qui dépasse la production totale de 2024 (1,9 M). Le gouvernement a précisé qu'un stock tampon équivalant à deux mois de consommation serait maintenu pour garantir la stabilité de l'approvisionnement, et que toute importation future serait classée comme « sucre de réserve », non destinée au marché domestique. Avec cette suspension des importations, le ministère de l'Agriculture espère ainsi maintenir la stabilité des prix du sucre brut et sécuriser les débouchés des producteurs locaux.

Cambodge

Le RCEP, moteur du commerce cambodgien

Les échanges commerciaux du Cambodge avec les pays membres du RCEP ont atteint 29,5 Md USD au cours des neuf premiers mois de 2025, en hausse de 15,5 % par rapport à la même période de l'année dernière. Les exportations du Royaume vers les membres du RCEP ont été évaluées à environ 7,4 Md USD au cours de la période janvier-septembre de cette année, soit une hausse de 10 % par rapport à la même période de 2024. Dans le même temps, les importations du Royaume en provenance des pays membres du RCEP ont atteint 22 Md USD, soit une hausse de plus de 17 %. Le RCEP s'impose comme un partenaire commercial majeur du Cambodge, mais au prix d'une dégradation de son solde commercial. Les cinq principaux partenaires commerciaux du Cambodge dans le cadre du RCEP sont la Chine, le Vietnam, la Thaïlande (toujours pour l'instant), le Japon et Singapour. Entré en vigueur en 2022, le RCEP regroupe 15 pays d'Asie-Pacifique, dont 10 États membres de l'ASEAN ainsi que Chine, Japon, Corée du Sud, Australie et Nouvelle-Zélande. Pour l'heure, le conflit avec la Thaïlande n'a pas eu d'effet notable, d'autant que la fermeture de la frontière avec le voisin n'a pris effet que fin juin (et

des flux commerciaux plus limités sont maintenus via le port de Sihanoukville). Et il est encore trop tôt pour savoir si le RCEP contribue réellement à diversifier l'économie cambodgienne.

En route pour l'électricité

En septembre 2025, le Cambodge a franchi une étape-clé dans sa transition vers la mobilité électrique, avec 4 997 nouvelles immatriculations de véhicules électriques, portant leur nombre total à 10 568 depuis le début de l'année. Parmi eux figurent 7 187 voitures, 671 tricycles et 2 710 deux-roues, selon les données gouvernementales. Cette progression s'inscrit dans la politique nationale de développement du secteur des véhicules électriques 2024-2030, qui vise à faire du Cambodge un pôle régional du transport durable et à accroître l'utilisation des véhicules électriques pour soutenir le développement durable. Pour encourager cette transition, le gouvernement royal a accordé des incitations fiscales aux importateurs, notamment une réduction de 50 % des droits d'importation sur les voitures et motos électriques. Le ministère de l'Économie et des Finances a également abaissé les taux d'imposition applicables aux voitures particulières, véhicules de tourisme et pick-ups électriques. Malgré ces avancées, le pays reste encore loin de son objectif d'atteindre plus de 770 000 véhicules électriques d'ici 2030 ; sans compter qu'il faudra aussi développer les capacités de recharge.

Des récoltes qui rapportent

Au cours des neuf premiers mois de l'année, le Cambodge a exporté plus de 11 Mt de produits agricoles, soit une hausse d'environ 30 % par rapport à la même période en 2024, pour un revenu total d'environ 4 Md USD, selon le ministère de l'agriculture. Parmi ces exportations, figurent environ 5 Mt de cultures non rizicoles et près de 6 Mt de riz (5,3 Mt de paddy et environ 600 000 t de riz blanchi). Outre le riz, les principaux produits exportés incluent environ 2 Mt de manioc frais, 1,3 Mt de manioc séché, 625 000 t de noix de cajou, 200 000 t de mangues fraîches, 250 000 t de bananes, 150 000 t de maïs, 20 000 t de longanes, ainsi que 95 autres produits agricoles totalisant plus de 620 000 t. Malgré la progression globale des exportations, certains produits ont reculé, comme le manioc frais (-17 %) et les mangues fraîches (-4 %), au profit du manioc séché (+57,6 %), de la farine de manioc (+83,5 %) et des mangues transformées séchées ou en confiture (+27,5 %). Cette évolution traduit une légère montée en puissance de la transformation locale, une tendance encourageante à suivre.

Laos

Le Laos signe la Convention de l'ONU sur la cybercriminalité à Hanoï

Le président laotien se rendra à Hanoï pour assister à la signature de la Convention des Nations-unies contre le cybercrime (24-26 octobre). Et c'est le Vice-Premier ministre et ministre de la sécurité publique laotien qui signera la convention au nom du Laos. La presse laotienne présente ce déplacement comme la preuve de l'engagement du Laos à lutter contre la cybercriminalité. Elle met également en avant la volonté de Vientiane de promouvoir la sécurité numérique afin de construire un cyberspace sûr et de confiance. ZHAO Wei, responsable du développement de la zone économique spéciale du Triangle d'or (province de Bokéo, aux confins de la Birmanie et de la Thaïlande) fera-t-il partie de la délégation laotienne ?

TVA, tissu de complexité ?

Le secteur textile laotien pâtit des droits de douane supplémentaires imposés par les États-Unis. Pour mémoire, les produits laotiens font face à un droit de 40 % pour accéder au marché américain, l'un des taux les plus élevés au monde. Ce droit est d'autant plus pénalisant qu'il s'applique à des produits à faible valeur ajoutée, alors que les concurrents directs du Laos bénéficient de droits plus faibles (19 % pour le Cambodge, la Thaïlande ou le Vietnam, par exemple). En conséquence, les producteurs laotiens réclament que le régime de TVA qui leur est applicable ne les défavorise pas davantage. Il s'agit de faire en sorte que les intrants, majoritairement importés de Chine, et les produits exportés ne supportent pas de TVA, du moins in fine, ce qui suppose la mise en place de crédits ou de remboursements de TVA. Ces remboursements semblent toutefois pour l'heure complexes à obtenir, d'autant que les autorités cherchent à maximiser leurs recettes fiscales et que la TVA se prête facilement aux fraudes.

L'envol de Louang Prabang et Paksé

Le réseau routier laotien est très mal entretenu. Des trajets aériens de 30 minutes permettent ainsi d'éviter des déplacements routiers de 5 à 6 heures. Dès lors, les autorités laotiennes s'efforcent de développer leur réseau d'aéroports et de rénover les plus importants. Un projet appuyé par la Société financière internationale (groupe Banque mondiale) vise notamment une rénovation en profondeur de l'aéroport de Louang Prabang. Ce projet, mené en partenariat public-privé (PPP), prévoit la construction d'une nouvelle aérogare pour les vols internationaux, l'extension de celle destinée aux vols intérieurs, l'agrandissement des parkings et l'amélioration des accès aux installations. Quatre entreprises ont été présélectionnées : deux chinoises, une turque et une sud-coréenne.

Parallèlement, l'aéroport de Paksé agrandit ses zones d'arrivée et de départ, relocalise certains bâtiments et modernise les installations techniques (électricité, climatisation, sanitaires). Ces travaux, plus modestes, sont financés par l'Autorité des aéroports laotiens et le ministère des Travaux publics et des Transports. Sans surprise, ces deux aéroports desservent des zones touristiques majeures, abritant des sites inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Birmanie

L'entreprise publique chinoise CEEC signe un contrat pour la construction d'une centrale solaire de 200 MW

Le contrat entre la China Energy Engineering Corporation (CEEC) et la Royal Prime Power, entreprise enregistrée en Birmanie le 25 juillet 2025, a été signé le 16 octobre à Yangon. CEEC, spécialisée dans les services aux infrastructures énergétiques, avait auparavant mené à bien la modernisation de la centrale à gaz de Thaton (119 MW) et fait partie du consortium en charge de la construction de la centrale à gaz d'Ahlone (151 MW), entrée en service en janvier 2021.

Suspension d'activités des producteurs textiles, fragilisés par le contexte interne et le relèvement des droits de douane américains

Selon l'Association des producteurs textiles birmans, 56 manufacturiers ont suspendu leur activité en août, soit 9,6 % de ses membres. Déjà fragilisé par les sanctions internationales à l'encontre de la Birmanie, les coupures de courant, les pénuries de carburant et les mesures de la junte (contrôle des changes, restrictions à l'importation), le secteur est désormais exposé aux droits de douane américains. Les États-Unis sont en effet la quatrième destination des exportations textiles birmanes, et les droits de douane à leur encontre ont été relevés de 20 % à 40 % en août. Sur les six premiers mois de l'année fiscale birmane (avril-septembre), les exportations textiles auraient augmenté de 9 %, selon la presse affiliée à la junte.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr